

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	133 (1988)
Heft:	11
Artikel:	Un colloque international à Montréal : l'histoire militaire, un facteur de détente!
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-344879

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un colloque international à Montréal L'histoire militaire, un facteur de détente!

par le lieutenant-colonel Hervé de Weck

En août dernier, la ville de Montréal accueillait le XIV^e Colloque international d'histoire militaire dont les travaux portaient sur les conflits de haute et de basse intensité depuis la Deuxième Guerre mondiale. Selon ses statuts, la Commission internationale d'histoire militaire cherche «à encourager et à coordonner la recherche (...) dans un esprit d'entente internationale». Objectif atteint, puisqu'un Britannique et un Argentin siègent côte à côte, lors de la séance consacrée au conflit des Malouines et qu'ils semblent admettre les enseignements tirés par un Suisse, le lieutenant-colonel EMG Fritz Stöckli, chef d'état-major de la division mécanisée 1. Des Allemands venus des deux côtés du «rideau de fer» en arrivent à des conclusions identiques sur des sujets apparemment brûlants pour Bonn et pour Potsdam.

Les organisateurs, pour leur part, n'avaient pas hésité à consacrer une table ronde à la crise de 1970 qui déboucha sur le fameux compromis rétablissant les ponts entre Canadiens francophones et anglophones. Bien que ces événements aient amené les autorités fédérales d'Ottawa à engager de nombreuses formations militaires dans des missions de maintien de l'ordre, les débats de 1988 restent empreints de sérénité et de tolérance,

alors que les intervenants, tous Canadiens, ont des interprétations différentes de la crise et de sa gravité. Aucun Québécois présent n'a parlé d'une «occupation militaire» de la Belle Province. Exemple à suivre par certains tribuns de notre pays, plus habiles à désinformer, à manier l'invective ou l'excommunication qu'à chercher des solutions réalistes à la question jurassienne!

Des racines encore récentes

Le Canada ne plonge pas ses racines dans un passé très ancien; pays heureux, il n'a pas connu de grandes invasions et des conflits armés importants. Ce «vide historique» explique qu'on y commémore avec ferveur des événements qui passeraient, en Europe, pour de simples incidents, tout juste intéressants pour l'histoire locale.

Ainsi, les combats livrés en 1837-1838 par les «patriotes» canadiens contre les troupes anglaises, qui se situent dans le contexte des affrontements entre libéraux et conservateurs, dans la mouvance des révoltes européennes des années 1830. Les «batailles» de Saint-Denis, de Saint-Charles et de Saint-Eustache, localités proches de Montréal, ne montrent rien

de significatif dans le domaine militaire, les insurgés ne formant que des bandes isolées, peu armées et mal commandées. Les «patriotes» échouent, parce qu'ils n'ont pas su faire tache d'huile dans la population. Leur instruction militaire reste inexistante; leurs chefs ne pensent pas à faire de la guérilla ni à éviter des batailles rangées avec les forces de l'ordre qui, elles non plus, ne se montrent pas très brillantes. L'historiographie canadienne raconte ces échauffourées dans leurs moindres détails. Une maison des «patriotes», une exposition didactique montée dans un bus, un film retrace avec une certaine candeur ces épisodes guerriers.

Dans la Belle Province, on ne sent aucune allergie officielle à l'égard de l'histoire militaire. La ville de Québec possède un splendide parc appelé les Plaines d'Abraham; il rappelle avec ostentation les trois batailles qui se déroulèrent autour de la cité, durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, opposant les armées anglaise et française (1759, 1760), les forces anglo-canadiennes et américaines (1775). Les guides de l'Office du tourisme de la ville présentent avec beaucoup de compétence les problèmes en relation avec la défense de la cité. A Ottawa, les instituteurs conduisent volontiers leurs élèves au Musée de l'aviation où sont exposés des appareils, tous en état de voler, utilisés par les forces aériennes canadiennes depuis la Première Guerre mondiale.

Typologie des conflits depuis 1945

Ces impressions glanées au cours des excursions qui font partie intégrante d'un colloque ne doivent pas occulter ce qui se passait pendant les séances de travail. Impossible de présenter la cinquantaine de communications faites devant quelque cent cinquante représentants de vingt-trois pays.

Il appartenait au professeur français René Pillorget d'ouvrir les feux en présentant une *Typologie des conflits survenus depuis 1945*. On dénombre environ 150 conflits, si l'on s'en tient uniquement à ceux qui ont fait plus de 1000 victimes. Un bilan effrayant: au moins 16 millions de victimes, plus de 9 millions en Extrême-Orient, 3,5 millions en Afrique, 2,5 millions en Asie méridionale, 500 000 au Proche-Orient. L'Europe ne constitue plus le théâtre essentiel des affrontements, bien que, durant cette période, la Grèce ait connu une guerre civile et qu'en 1956, une révolte, suivie de la répression que l'on sait, se soit produite en Hongrie. Au cours de la seule année 1987, 22 conflits auraient fait plus de 2 millions de victimes.

Puisque les Etats membres de l'ONU s'interdisent de recourir à la force, il est devenu habituel de faire la guerre sans la déclarer. Malgré les Conventions de Genève, la proportion des victimes civiles ne cesse de s'accroître ; alors qu'elle s'élevait à 52% dans les années 60, elle atteint 85% au cours de la dernière décennie.

Les objectifs de ces conflits armés restent tristement classiques: on cherche à conquérir des territoires, à maintenir ou à rétablir un statu quo, à sauvegarder un principe ou un prestige, à faire triompher une idéologie. La cause principale des guerres reste la faiblesse, réelle ou apparente, d'une des parties, ce qui incite l'autre à l'agresser. La paix aux frontières et à l'intérieur d'une nation est garantie essentiellement par une force crédible des institutions¹.

A côté des affrontements armés qui mettent aux prises deux ou plusieurs Etats souverains, les guerres de libération se multiplient dans les empires coloniaux. De nombreux Etats, indépendants de fraîche date, utilisent la force contre une partie de leur population qui fait sécession. Des peuples comme les Kurdes ou les Palestiniens, implantés dans plusieurs Etats, luttent pour leur indépendance. Des guerres civiles ensanglantent, entre autres, la Chine, la Grèce, le Nicaragua, le Salvador, le Mozambique et l'Angola.

Les moyens d'action se diversifient; à la guerre classique, de mouvement ou de position, viennent s'ajouter les interventions ponctuelles semblables à celles de la France au Tchad, la guerre indirecte, c'est-à-dire les multiples formes du terrorisme et de la subversion, celle-ci consistant «à soutenir, à l'intérieur de la politique² ennemie, un groupe d'insatisfaits, lequel devient ainsi un allié subjectif ou objectif».

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les conflits mettent en évidence

la difficulté que les responsables politiques et militaires rencontrent quand ils doivent apprécier la force de l'adversaire. Les effectifs, le nombre des chars, des pièces d'artillerie et des avions ne fournissent pas des bases suffisantes. Il faut également tenir compte du milieu, de la cohésion politique, économique et morale du pays et des forces armées, de leur préparation technique et logistique, de la capacité des chefs politiques et militaires de prendre les décisions appropriées³.

Les gouvernements français privilégient leur survie politique à la conduite de la guerre en Indochine

Ce paramètre joue incontestablement un rôle important pendant la guerre d'Indochine (1945-1954)⁴. D'emblée, un engagement militaire en Extrême-Orient s'impose comme un souci supplémentaire à des politiciens et à un haut commandement français qui souhaiteraient utiliser différem-

¹ Général P.-L. Bertinaria, *Les guerres de l'après-guerre*. Communication au colloque international d'histoire militaire. Montréal 1988.

² Groupe humain assemblé ou uni par une certaine morphologie, c'est-à-dire par un ensemble de principes de cohérence et de cohésion.

³ Général P.-L. Bertinaria, op. cit.

⁴ Nous reprenons ici les idées essentielles de la communication du chef de bataillon Frédéric Guelton, *La guerre d'Indochine, conflit de moyenne importance*.

ment les moyens dont ils disposent. Depuis 1949, les gouvernements accordent la priorité à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN, alors que la guerre continue en Indochine. Comment concilier des impératifs aussi contradictoires?⁵ La question restera ouverte, car les structures de la IV^e République, qui consacrent le partage, partant la dilution des responsabilités, entre les représentants des différents partis, se montrent pesantes et inefficaces.

Jamais Paris ne saura fixer de véritables buts politiques aux hauts-commissaires, «responsables de la sécurité en Indochine», ainsi qu'aux commandants en chef du corps expéditionnaire, si bien que les objectifs des deux responsables, qui se trouvent en même temps aux commandes, divergent parfois gravement. Théoriquement, la conduite des opérations relève du président du Conseil; dans les faits, celui-ci délègue cette compétence au ministre de la Défense. Les décisions importantes peuvent relever simultanément de huit organismes différents⁶. Cette lourde structure décisionnelle est encore paralysée par des luttes internes et par une grave instabilité gouvernementale. Les responsables privilégièrent leur survie politique, ne définissant pas une véritable stratégie. De 1945 à 1954, la politique de la France en Indochine est conduite par quinze gouvernements; le Ministère de la défense, dans le même temps, subit cinq restructurations, sans compter les quatre projets

qui resteront dans les tiroirs. Sept hauts-commissaires se succèdent à Saigon.

Le Viêt-Minh, sous la direction militaire effective d'un seul homme, le général Giap, mène une guerre révolutionnaire. Les méthodes et les tactiques des «rebelles» évoluent en fonction des moyens dont ils disposent, de l'état des forces et des intentions des Français. Le corps expéditionnaire, qui change de chefs au rythme des mutations, mène successivement plusieurs types de guerre, sans objectifs bien déterminés. Circonstance aggravante, malgré les avertissements des services de renseignements, le commandement français, à tous les échelons, sous-estime les troupes de Giap. On connaît la suite...

Deux cas de décolonisation

Même si une guerre de haute intensité ensanglante la péninsule indochinoise pendant plus de trente ans, «le processus de décolonisation a revêtu d'un continent à l'autre et même d'une région à l'autre des formes différentes et des décalages

⁵ Patrick Facon, *L'armée de l'air et la guerre d'Indochine, 1945-1954*.

⁶ Président du Conseil, ministre de la Défense, ministre de la France d'outre-mer, secrétaire d'Etat à la Guerre, secrétaire d'Etat à la Marine, secrétaire d'Etat à l'Air, haut-commissaire et commandant en chef.

souvent appréciables»⁷. L'indépendance du Viêt-Nam, au lendemain de la bataille de Diên Biên Phu, a un profond retentissement en Afrique-Occidentale française. Si le processus d'accession à l'indépendance y implique des tensions et des conflits, ceux-ci restent localisés et de basse intensité. La lutte armée révolutionnaire, proônée par les éléments les plus radicaux, épargne cet immense territoire. Les combats se cantonnent sur le front des idées politiques. Comment expliquer une telle différence avec l'Indochine?

Le contexte international se montre favorable à l'émancipation, car l'Afrique-Occidentale française ne joue pas un rôle de «bastion» face à la menace communiste. En dépit de la guerre froide, l'Union soviétique et les Etats-Unis «font assaut» d'anticolonialisme, afin d'élargir leur sphère d'influence, l'attitude des Américains s'expliquant aussi par leur histoire. Chez eux, pourtant, les mobiles économiques restent prépondérants: beaucoup de matières premières essentielles pour leur industrie se trouvent dans les possessions coloniales des Etats européens. Washington a donc tout avantage à s'ouvrir ces «chasses gardées».

La «décolonisation en douceur» est surtout due à l'influence d'intellectuels africains qui prennent, dans un premier temps, une part active à la conquête de l'identité culturelle. En effet, le pouvoir politique implique une influence culturelle préalable. En Afrique-Occidentale, la France a favo-

risé la formation d'une élite intellectuelle, en créant une université à Dakar, où se retrouveront des Noirs venus de tous les horizons, en recevant des étudiants africains dans ses hautes écoles. La littérature fait d'abord percevoir une réalité différente de celle que véhicule l'idéologie coloniale. Dans les années 30, Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire lancent le concept de négritude. Le Sénégal, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, apparaît comme une pépinière de poètes et de romanciers engagés dans la lutte pour l'émancipation. L'histoire, levier fondamental, provoque également une prise de conscience.

A la même époque, la métropole laisse s'organiser des syndicats et des partis politiques. Senghor, toujours lui, crée en 1949 le *Bloc démocratique sénégalaïs*, axant ses efforts sur les zones rurales. Parmi les figures de proue du *Rassemblement démocratique africain*, Houphouët Boigny, un représentant éminent des planteurs africains aisés. En 1948, ce mouvement compte un million de membres et autant de sympathisants. Dès 1950, une vingtaine de représentants élus de l'Afrique noire siègent à l'Assemblée nationale française (ce qui n'a existé dans aucune autre puissance coloniale). Dans le cadre de la légalité

⁷ Les données qui suivent proviennent de la remarquable étude du Camerounais Thieno Mouctar Bah sur la *Décolonisation de l'Afrique-Occidentale française (tensions, conflits et compromis)*.

républicaine, ces députés obligent la métropole à accorder des réformes institutionnelles qui constituent autant de pas vers l'autonomie et l'indépendance. Le dialogue et la recherche du compromis restent permanents...

La situation du Congo belge, dans les années 60, apparaît bien différente, sans qu'il faille, pour autant, montrer la Belgique du doigt⁸. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Bruxelles prévoyait un plan de trente ans qui devait amener la colonie à l'indépendance. Comme les autorités privilégient, dans un premier temps, l'instruction primaire de l'ensemble des Noirs, le nombre de détenteurs de certificats d'études supérieures, capables d'assumer des fonctions politiques et administratives, reste tragiquement insuffisant. A la fin des années 50, trois partis politiques congolais apparaissent, à côté d'innombrables groupuscules d'origine ethnique, révélateurs d'un problème qui va jouer un rôle majeur dans l'histoire du Congo.

Dès 1959, des violences suivies de répressions par la force publique belge creusent un profond fossé entre Blancs et Noirs. La métropole renonce alors à son plan initial, prévoyant l'octroi de l'indépendance dans les dix ou quinze ans à venir... Les Congolais l'obtiendront finalement le 30 juin 1960. Des guerres tribales éclatent déjà pendant les campagnes électorales: le Congo devient un conglomérat de petits Etats à parti unique. Gendarmes et soldats noirs se mutinent, ce qui provoque une

panique généralisée et l'exode de nombreux résidents belges.

Des troupes envoyées par Bruxelles, des casques bleus de l'ONU interviennent, le problème s'internationalise. Lumumba et Kasavubu demandent l'aide militaire de l'Union soviétique, tandis que les Américains soutiennent les opérations des Nations Unies qui vont durer quatre ans. Les leaders congolais se battent pour le pouvoir; le Katanga, la plus riche province, le Sud-Kasaï font sécession. Le gouvernement de Bruxelles, ainsi que l'Union minière, une société belge, appuient Tschombé, leader katangais, qui peut compter sur ses gendarmes et ses mercenaires blancs. Les forces de l'ONU interviennent dans la province. En janvier 1963, c'en est fini de la sécession katangaise, l'Union minière ayant coupé son soutien financier à Tschombé.

Le Congo, à la dérive, connaît encore des révoltes ethniques, des rébellions dont les meneurs s'inspirent des principes de Mao, le tout impliquant des atrocités, des massacres, des prises d'otages blancs, si bien que des parachutistes belges interviennent pour assurer l'évacuation de 4000 Européens. A la fin de 1965, le général Mobutu s'empare du pouvoir et impose sa dictature.

La guerre Iran-Irak

Qu'a-t-on su en Occident de l'interminable guerre Iran-Irak? En fait, peu de chose, parce que nos journalistes

⁸ Luc de Vos, *Le Congo belge. 1958-1965*.

comprenaient rarement la langue, les mentalités et les problèmes des deux belligérants. Leurs conclusions ou leurs prévisions se révélaient souvent erronées. Les participants au colloque de Montréal avaient le privilège d'entendre un ancien ambassadeur turc, Kamuran Gürün, homme très bien informé, qui faisait le point, au moment où un cessez-le-feu semblait possible.

D'après ce diplomate, les gouvernements irakien et iranien sous-estimaient les difficultés, les horreurs que leur pays allaient subir, lorsque les armes se mettraient à parler. «Ces événements qu'ils ont voulu dominer les ont engloutis et ils ne savent comment s'en sortir.»

Quelle est l'appréciation faite par le président Saddam Hussein, lorsqu'il décide de partir en guerre contre l'Iran? La révolution islamique de Khomeyni implique un fort risque de propagation. Elle prêche, en effet, que les pays arabes ont trahi les principes de l'islam pour mieux dominer leurs peuples qui se voient ainsi privés de leurs droits et de leurs priviléges de musulmans. Khomeyni s'adresse directement à ces «fidèles opprimés», en les invitant à se révolter contre les «privilégiés», en fait les sunnites. En Irak, les chiites «martyrs» constituent la majorité de la population.

En même temps, l'apparente dislocation de l'Iran crée une chance unique de régler, une fois pour toutes, les vieux litiges existant entre les deux pays. La dynastie des Pahlavi ayant

perdu le pouvoir, Saddam Hussein peut espérer jouer le rôle de «gendarme du Golfe», grâce à son armée dotée d'équipements modernes et devenue la plus forte de la région. Il pense enfin que les populations du Khuzistan vont recevoir les troupes irakiennes à bras ouverts. Mauvais calculs, générateurs de graves désillusions.

Lorsque, en 1978, les troubles commencent dans l'Iran du shah, Khomeyni, exilé en Irak, reçoit l'ordre de Bagdad de cesser d'envoyer des messages à ses partisans ou de quitter le pays... Part-il pour la France avec des sentiments de reconnaissance ou de haine envers l'Irak? Quoi qu'il en soit, son régime n'oubliera pas le nationalisme et l'impérialisme persans du temps du shah, en opposition avec les intérêts de Bagdad. Khomeyni aspire également à modifier le statu quo dans l'ensemble du Golfe.

Du conflit, disons simplement qu'en septembre 1980, Saddam Hussein mise tout sur une guerre-éclair, mais ses forces s'immobilisent dès la mi-novembre. De septembre 1981 à juin 1982, l'Iran lance plusieurs offensives qui lui permettent de récupérer la plus grande partie des territoires perdus. Saddam Hussein, alors qu'Israël occupe le Liban, propose un cessez-le-feu et replie ses troupes sur la frontière définie en 1975, mais Khomeyni donne l'ordre de marcher sur Bagdad, afin d'«aider le peuple irakien à se débarrasser du Baas». Les Irakiens tiennent le coup; leur gouvernement lance la

«guerre du pétrole» et la «guerre des villes», engage des armes chimiques.

La guerre continue, parce que les deux belligérants continuent à recevoir des armes. L'Union soviétique, la France, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Egypte en fournissent à l'Irak, tandis que les pays de l'Est, la Chine, la Corée du Nord, la Libye et la Syrie approvisionnent Téhéran qui peut encore compter sur des réseaux clandestins d'acquisition.

Pour l'Irak, le fait de ne pas subir de défaite équivaut à une victoire; pour l'Iran, une absence de victoire totale ressemble fort à une défaite aux conséquences imprévisibles. Par ail-

leurs, un match nul correspondrait bien aux intérêts des différents pays du Golfe.

Les participants au XIV^e Colloque international d'histoire militaire de Montréal ont été impressionnés par l'hospitalité de leurs hôtes, le courage que ceux-ci manifestaient en choisissant le thème délicat des conflits depuis 1945. Leur audace a payé, car les séances de travail ont montré que l'histoire militaire favorise le dialogue, elle permet de mieux comprendre les causes des tensions, partant elle renforce les chances de la paix.

H. de W.



Gay frères

Manufacture de bracelets
et chaînes pour montres
à Genève depuis 1835